



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Jeudi 25 juillet 2013  
Numéro 387

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

---

## Titres des journaux

---

As Safir (nationaliste arabe)

*Nasrallah: par sa décision, l'Europe est complice de toute agression israélienne*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Nasrallah riposte par des mises en garde à Israël et à ses adversaires. Le dossier des réfugiés examiné par le Conseil supérieur de défense*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Nasrallah: l'Europe est complice dans toute agression*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Nasrallah pour l'intégration de l'aile militaire au cabinet*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Le 14-Mars appelle le Hezbollah à ne pas rater la chance... une nouvelle fois*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Nasrallah à l'UE: Nous n'avons que faire de vos visas*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Nasrallah: la décision européenne est ridicule et ne changera rien*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Egypte: vers une confrontation ouverte entre l'armée et les Frères*

---

## L'événement

### ***Nasrallah minimise l'impact de la décision européenne***

Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a dénoncé la décision prise par l'Union européenne (UE) d'inscrire «l'aile militaire» de son parti sur la liste des organisations terroristes, estimant qu'une telle mesure offre à Israël une couverture et un prétexte pour attaquer le Liban. Pour sa part, le 14-Mars tente d'exploiter la décision européenne pour améliorer ses positions politiques internes, notamment au niveau de la formation du gouvernement. S'exprimant à l'occasion d'un iftar organisé par la branche féminine du «Comité de soutien à la Résistance», le leader du Hezbollah s'est longuement étendu sur la décision de l'UE. Il a affirmé ne pas avoir été surpris par cette mesure, inspirée, selon lui, par «des pressions diplomatiques israéliennes». «Cette décision n'a aucune justification et elle a nécessité des mois de débats, a-t-il dit. Nous sommes donc devant une Union européenne qui a plié devant les pressions américaines. Il ne s'agit pas d'une décision européenne indépendante.» Sayyed Nasrallah a estimé que la mesure de l'UE est en contradiction avec «les valeurs et les intérêts de l'Europe». «Il est clair que certains pays ont voulu entraîner les pays européens dans des équations qui nuisent à leurs intérêts. Quel est l'intérêt de l'Europe de voter une décision contre une résistance qui jouit d'une large popularité locale et arabe?», a encore dit sayyed Nasrallah avant d'ajouter: «La valeur de cette décision est morale et politique. L'objectif visé est la Résistance. Cette Résistance a combattu l'ennemi, a consenti des martyrs, des blessés, des détenus et a défendu le Liban contre toute agression et protégé sa terre. C'est une atteinte au peuple libanais de qualifier sa Résistance de terroriste. Ce préjudice n'affectera pas notre moral. Ces pays doivent savoir qu'ils donnent une couverture internationale à Israël pour attaquer le Liban sous prétexte de combattre une organisation terroriste. Ces pays seront donc complices d'Israël dans toute prochaine agression. La Résistance qui a combattu et vaincu l'ennemi pendant 33 jours, ne sera jamais brisée par une telle mesure. Nous appelons les pays européens à revenir sur cette décision.» Le leader du Hezbollah a conclu en s'adressant aux adversaires libanais de son parti: «Je voudrais vous dire que vous ne parviendrez pas à investir cette décision sur le plan local. Certaines forces affirment que cette décision montre que le Hezbollah ne doit pas participer au prochain gouvernement. Pour plaisanter un peu, je propose que nous soyons représentés au gouvernement par la branche militaire du Hezbollah! Vous ne pourrez jamais nous ignorer, chaque parti a son propre poids politique et personne ne peut isoler qui que ce soit au Liban.» A l'issue d'une réunion de son secrétariat général, le 14-Mars a de son côté appelé le Hezbollah à «abandonner sa politique condescendante et de retourner au Liban, aux conditions du pays, et de conclure un compromis historique fondé sur la remise de ses armes à l'armée libanaise et son retrait immédiat de Syrie».

## Al Joumhouria

Lors de leur dernière rencontre, le président du Parlement, Nabih Berry, a demandé à la chef de la Délégation de l'Union européenne, Angelina Eichhorst, sur quelles preuves s'est basée l'Union pour prendre sa décision contre le Hezbollah. « Y'a-t-il un jugement émis par un tribunal contre le Hezbollah qui puisse justifier une telle mesure », s'est-il interrogé, précisant que le ministre bulgare des Affaires étrangères, qui lui a rendu visite, l'a personnellement informé que son pays ne possédait pas des données suffisantes prouvant l'implication du Hezbollah dans l'attentat de Bourgas.

Et M. Berry de poursuivre: «La décision européenne complique les problèmes politiques que nous nous efforçons de régler. Il y a d'abord le problème du Parlement, qui ne se réunit plus à cause de l'opposition de certains partis; celui du nouveau gouvernement, que nous ne parvenons pas à former et que nous tentons de régler d'une manière qui conviendrait à toutes les parties; troisièmement, il y a le problème du commandement de l'armée, menacé de vacance, et nous y travaillons pour trouver les issues adéquates afin d'éviter le vide; quatrièmement, il y a le dialogue auquel a appelé le président de la République, et que le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a appuyé». S'adressant à Mme Eichhorst, M. Berry a ajouté: «Votre décision contre le Hezbollah vise tous ces éléments, qui, s'ils sont convenablement traités, sont susceptibles de sauvegarder le Liban et de le sortir de sa crise. Cette mesure est venue étouffer le pays. Demandez à vos fils de la Finul, ils vous diront que le Liban-Sud est la région la plus sûre du pays. Si l'Europe est sortie de ses gonds, nous autres nous n'en ferons pas de même en réaction à cette décision. Nous la combattons par tous les moyens politiques».

## Ach Sharq Al-Awsat (Quotidien saoudien)

Les sources proches du Premier ministre désigné, M. Tammam Salam, ont indiqué que la formation d'un gouvernement politique neutre, c'est-à-dire ne comportant pas des ministres partisans ou des noms susceptibles d'être perçus comme une provocation, est l'une des options envisagées, après l'échec de toutes les formules qu'il propose depuis trois mois et demi, et après le blocage politique.

Tout en précisant que cette tendance est actuellement à l'étude, les sources indiquent qu'aucune décision définitive n'a encore été prise à ce sujet, tandis qu'en parallèle, les démarches se poursuivent pour assurer le plus large consensus autour du prochain gouvernement.

Les milieux du Premier ministre désigné soulignent qu'il n'est pas possible de connaître à l'avance les intentions du Hezbollah ou de prédire les conséquences de la décision de l'Union européenne de l'inscrire sur sa liste noire. Dans tous les cas, le Hezbollah n'a pas encore abandonné sa revendication d'être représenté au gouvernement et il réitère son appel pour que les différentes forces soient représentées au cabinet conformément à leur poids au Parlement.

## Al Akhbar

Des rations alimentaires portant l'inscription «offertes par le cheikh Ahmad al-Assir, imam de la Mosquée Bilal Ben Rabah», ont été distribuées, dimanche soir, à des réfugiés syriens et des familles démunies dans la vieille ville de Saïda.

Selon certaines informations, un homme d'affaire qui finançait les activités du dignitaire religieux serait à l'origine de cette démarche.

Cheikh al-Assir, aujourd'hui en fuite, avait attiré dans ses rangs de nombreux syriens installés dans le vieux Saïda et plusieurs d'entre eux avaient trouvé la mort pendant la bataille de Abra.

## ILS ONT DIT...

**Marwan Charbel**, ministre démissionnaire de l'Intérieur

“Le gouvernement examinera les nouvelles mesures qui seront imposées à l'entrée des réfugiés syriens au Liban lors de la réunion lundi du Conseil supérieur de la Défense. Les détails et les moyens d'appliquer ces mesures seront discutés au cours de cette réunion la semaine prochaine. Les agents de la Sûreté générale aux frontières examineront les permis de séjour des réfugiés, les appelant à légaliser leur séjour au Liban. Les permis de séjour seront délivrés pour six mois.

**Nazem el-Khoury**, ministre de l'Environnement (Pro-Sleiman)

“Le gouvernement ne tiendra aucune séance dans un délai proche. La formation d'un nouveau gouvernement est désormais impossible, en raison du clivage interne et de la dernière décision européenne. L'inscription du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes a un impact négatif sur la scène politique, sécuritaire et économique et pourrait également nuire au secteur bancaire au Liban. Le Hezbollah est une composante essentielle de la société libanaise.

**Gagy Layyoun**, ministre de la Culture (CPL)

“La décision prise par l'UE est une agression morale. La Résistance est indispensable compte tenu des menaces israéliennes permanentes.

**Jean Oghassabian**, député du Courant du futur

“La formation du gouvernement est de plus en plus complexe, notamment après la décision européenne d'inscrire le Hezbollah sur la liste noire. Les propos de sayyed Hassan Nasrallah montrent que le cabinet n'est pas proche. Il faut donner à Tammam Salam la chance de mettre en place un gouvernement homogène et efficace, sans tiers de blocage.

## **Le garde du corps d'Assir arrêté à l'aéroport**

*Les forces de sécurité de l'Aéroport international de Beyrouth ont arrêté jeudi à l'aube le garde du corps personnel du cheikh Ahmad al-Assir, A. Abdel Wahed, qui est d'origine palestinienne, alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion pour le Nigeria via l'Egypte. Le commissaire du gouvernement près du tribunal militaire, le juge sakr Sakr, a ordonné son incarcération avant de le déferer devant un juge d'instruction.*

## **Washington suspend la livraison de F16 à l'Egypte**

*Le président américain Barack Obama a pris la décision de suspendre la livraison de quatre chasseurs F-16 à l'Egypte, a annoncé l'agence Reuters, citant un porte-parole du Pentagone. Cette information contredit celle rapportée par l'agence il y a deux semaines, selon laquelle les chasseurs seraient livrés au Caire malgré le changement de pouvoir survenu en Egypte. Aux termes de l'accord américano-égyptien, Le Caire doit recevoir 20 chasseurs F-16. Les Etats-Unis apportent à l'Egypte une aide militaire de 1,3 milliard de dollars par an. Cette aide sera maintenue ou non en fonction de l'appréciation que la Maison Blanche portera sur les événements en Egypte.*

## **L'ambassade des EAU attaquée en Libye**

*L'ambassade des Emirats arabes unis à Tripoli, en Libye, a été visée jeudi par une attaque qui n'a fait ni mort ni blessé, a annoncé le ministère de l'Intérieur. Une source des services de sécurité a précisé que l'attaque avait été menée à la roquette, mais l'information n'a pas pu être confirmée. Une attaque à la roquette avait déjà eu lieu à mardi à Tripoli contre un bâtiment abritant plusieurs ambassades et compagnies aériennes étrangères. Elle n'a pas fait de victime.*

## **An Nahar**

*Radwan Akil, journaliste libanais proche du 8-Mars*

Le président du Parlement, Nabih Berry, remarque qu'à chaque fois qu'il propose une issue aux multiples crises auxquelles le Liban est confronté, le Courant du futur (CDF) s'emploie à se dresser au travers de son chemin et à douter de ses intentions. Lorsqu'il a annoncé le «divorce à l'amiable» entre les composantes du 8-Mars dans le dossier de la formation du gouvernement, les forces du 14-Mars, plus particulièrement le CDF, n'ont pas été convaincu du sérieux de ses propos. M. Berry affirme que beaucoup ne l'ont pas cru, à l'exception du chef du bloc du changement et de la réforme, le général Michel Aoun, qui a minutieusement étudiée la question et ses conséquences, ainsi que le Hezbollah.

La dernière initiative de M. Berry a constitué le «plat politique principal» lors des rencontres des ténors du Courant du futur à Jedda et à la Maison du centre à Beyrouth, notamment son appel à M. Saad Hariri à rentrer et à présider le prochain gouvernement en remplacement à M. Tammam Salam, qui ne parvient pas à surmonter les écueils et les obstacles dressés sur son chemin. La décision de l'Union européenne d'inscrire l'aile militaire du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes a compliqué davantage la tâche de M. Salam. Comment intégrer le Hezbollah au gouvernement, surtout que le 14-Mars refuse de siéger avec lui au sein d'un même cabinet, du moins jusqu'à présent?

M. Berry n'a pas lancé son appel pour saboter la tâche de M. Salam ou pour lui adresser un message négatif. Le dernier communiqué du CDF complique la mission du Premier ministre désigné plus que ne le fait l'initiative du chef du Législatif. En fait, M. Berry n'a pas d'inconvénient à ce que M. Hariri préside le prochain gouvernement, après qu'il ait eu vent qu'en cas de désistement de M. Salam, certains noms sont avancés pour le remplacer. Mais le président du Parlement a appelé le chef du CDF à rentrer à Beyrouth pour présider le gouvernement, car, à ses yeux, il est préférable de traiter avec la source plutôt qu'avec les ruisseaux.

## **Al Joumhouria**

Une importante personnalité diplomatique, qui a longtemps traité avec l'Union européenne (UE), assure que la décision des 28 de placer l'aile militaire du Hezbollah sur la liste noire a fait l'objet d'un examen minutieux avant d'être adoptée. Elle complète les mesures prises par le Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui a également qualifié le Hezbollah de «terroriste» à cause de son implication dans la guerre en Syrie aux côtés du régime.

La décision européenne vise en fait à resserrer l'étau autour du Hezbollah après que la couverture arabe, notamment celle des pays du Golfe, lui eut été retirée. Il s'agit d'une tentative sérieuse d'encercler financièrement le Hezbollah, et avec lui le Liban.

## **Ad Diyar** (Quotidien proche du 8-Mars)

Le chef de la section des renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI), le colonel Imad Othman, s'est réuni à l'ancien Premier ministre Saad Hariri pour lui transmettre les éléments qui sont en sa possession au sujet de l'enquête sur l'assassinat de son prédécesseur, le général Wissam el-Hassan, le 19 octobre 2012. Il l'a mis en garde contre le danger d'être lui-même assassiné et lui a demandé de ne pas rentrer au Liban dans la période actuelle.

Des sources de sécurité qui ne sont pas proches du colonel Othman ont indiqué que la bombe utilisée dans l'assassinat du général el-Hassan était reliée à un système GPS et à un écran d'ordinateur qui surveillait les déplacements de la voiture visée. Un système laser était placé sur la roue de la voiture et lorsque celle-ci est passée près du véhicule piégé, la charge a été automatiquement actionnée par le laser.